



Nouveau Parti Anticapitaliste Comité d'ORLEANS

Mel : npa45@npa-mail.org / Site : npa 45.org /
Twitter: @npa_45 / Facebook: NPA Orléans 45



Réagir maintenant à la catastrophe qui vient

Ce gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, porte une lourde responsabilité dans la gestion calamiteuse de la crise sanitaire. Obnubilé par le maintien des profits et la remise en cause de nos acquis sociaux, c'est avec presque un mois de retard qu'il commence à prendre de timides mesures pour faire face au virus. Le revirement du pouvoir ces derniers jours concernant le port de masques - dont la production et l'approvisionnement ont été catastrophiques - illustre cet

« amateurisme » aux effets dramatiques.

Confinez-vous, travaillez, consommez...

Voilà le message contradictoire envoyé par le gouvernement depuis le début. Le confinement, réponse d'un pouvoir qui n'a pas anticipé l'ampleur et la dangerosité du virus, est une nécessité pour éviter des centaines de milliers de morts. Un dépistage précoce et massif et des moyens suffisants pour l'hôpital auraient certainement pu éviter d'enfermer des dizaines de millions de personnes, aggravant de façon dramatique les inégalités sociales.

Ils ont « mis à l'abri » enfants, personnes âgées, encadrement, professions intellectuelles... Mais pour des millions de travailleurs/ses, activités essentielles ou non, il faut aller bosser, les profits n'attendent pas ! Beaucoup de salariéEs se protègent, individuellement et parfois collectivement, en restant à la maison, en se battant pour imposer un droit de retrait combattu par les employeurs et le gouvernement. Oui, « nos vies valent plus que leurs profits ! » Toutes les activités non-essentielle doivent être stoppées et des protections doivent être fournies pour celles et ceux dont le métier est indispensable durant le confinement.

Ils veulent nous faire payer leur crise !

Le coronavirus a été le détonateur de la crise économique qui venait. Celle-ci s'annonce extrêmement brutale. Une fois de plus, les capitalistes veulent nous faire payer la facture : temps de travail maximum par semaine à 60 h, remise en cause des congés payés, régression de fait du droit à l'avortement... Ils vont continuer en infligeant privatisations et austérité pour l'hôpital comme le laisse entrevoir les recommandations de la caisse des dépôts ou les déclarations du directeur de l'Agence régionale de santé de Nancy.

Pour les arrêter, nous devons nous préparer dès maintenant, avec notamment l'organisation dès la fin du confinement d'une grande manifestation pour la défense du service public de la santé.

L'État policier se renforce !

Ils le savent, leur politique rencontre des résistances. La répression, le contrôle, vont être des éléments centraux pour arriver à leurs fins. Dès aujourd'hui, nous devons nous opposer aux évolutions sécuritaires de la société qui, sous prétexte de santé publique, nous préparent une société totalitaire : couvre-feux, drones pour surveiller les rues, armée pour contrôler la population, géolocalisation, matraque et prison pour les récalcitrantEs, mesures répressives contre les migrantEs... Toutes ces mesures n'ont pas pour but de faire respecter le confinement, mais préparent l'après, un monde où l'État contrôlera tous les faits et gestes de chacun pour maintenir le pouvoir des capitalistes.

Pas de sortie de crise sans planification démocratique et anticapitaliste !

Une autre voie est possible. Tester massivement la population, produire du matériel médical, des médicaments et des protections à la hauteur des besoins est possible en reprenant le contrôle sur les secteurs clés de l'économie, en socialisant les grandes entreprises.

Cela permettrait d'assurer une reconversion de productions inutiles ou aberrantes pour satisfaire les besoins sociaux, sanitaires, écologiques. Ces mesures anticapitalistes doivent être mises en place sous le contrôle démocratique de celles et ceux qui travaillent et de la population afin de définir collectivement les besoins et comment les satisfaire. Nous devons les imposer, par nos solidarités et nos luttes, dès maintenant et dans les semaines qui viennent.



Visiblement, « confinement » et « activité vitale », ça n'a pas le même sens pour tout le monde.

S'exprimant le 1er avril au web-meeting du NPA, une camarade travaillant à Airbus-Toulouse (26 000 salariés) dénonçait le fait que sa direction obligeait les ouvriers, techniciens et ingénieurs à venir travailler.

Les hôpitaux sont sous-équipés en masques de protection.

Mais Airbus en utilise des millions pour continuer à produire des avions.

Quelle est l'urgence ? Le trafic aérien mondial est arrêté, les avions cloués au sol, les compagnies aériennes en faillite, l'aéroport d'Orly a même fermé ses portes ...

Qui doit décider des urgences et priorités pour toute la société ?

Certainement pas la minorité de capitalistes rentiers qui dirigent l'économie dans leur intérêt privé, qui saccagent la planète et conduisent l'humanité à la catastrophe.

Les mieux placés sont celles et ceux qui travaillent et créent toutes ces richesses.

La véritable urgence, sociale et écologique, c'est de remettre sur pied ce monde absurde : exproprier les capitalistes pour mutualiser toutes les ressources et planifier les vrais besoins.

Prendre notre destin en main, décider dans les entreprises et les localités au sein d'assemblées démocratiquement élues pour construire une société qui défende les intérêts de la majorité, c'est incontournable.

Ce sera un immense mouvement social, une révolution.

Un projet collectif, solidaire, enthousiasmant, à l'opposé du monde violent et mortifère qu'on nous impose à coup de matraques et d'articles 49.3.

Au moins 3 cas de Covid-19 chez Deret logistique, à Saran : La direction maintient l'activité de luxe !

Deux versions chez Deret logistique. Celle d'un employé assurant que trois cas de coronavirus avérés lui ont été rapportés la semaine dernière et celle de la direction niant cette affirmation. "Zéro cas connu", selon un membre du directoire. C'était avant que nous ne parvenions à contacter la CGT, qui confirme les cas de contamination.

Contacté ce mercredi 1er avril, Sébastien Roze, membre du directoire, apporte cependant une nuance : "Nous n'avons actuellement, ici (côté logistique), que 150 personnes emplois temps plein qui travaillent, contre 1.200 d'ordinaire, sans compter les intérimaires. Les personnes en poste, explique-t-il, le sont parce que nous avons un pan de l'activité qu'il faut absolument maintenir, au nom de la continuité du service public de santé. On livre les labos qui fabriquent les médicaments." (sic !)

Il poursuit : "L'immense majorité des salariés est en chômage partiel, du fait d'une très forte baisse d'activité dans tous les domaines que l'on traite", dominés par celui du luxe. Et d'assurer (la semaine passée) "n'avoir connaissance d'aucun cas d'infection parmi les personnes en poste actuellement" chez Deret Logistique. Il n'y en aurait pas davantage portés à sa connaissance, côté Deret Transport. "Zéro cas."

Une hypothèse balayée par la CGT

Le membre du directoire avance l'hypothèse que, peut-être, *des cas ont pu se déclarer parmi les personnels en situation de chômage partiel*. "Dans ce cas, nous n'avons aucun chiffre, aucun moyen de savoir. Les salariés n'ont aucune obligation de nous faire remonter quoi que ce soit concernant leur état de santé."

Mardi 31 mars, la déléguée syndicale CGT chez Deret Logistique s'est fait confirmer les trois cas de coronavirus, directement par sa direction. Patricia Guénant explique "que le bruit courait depuis un petit bout de temps dans les entrepôts. Et, finalement, mardi 31 mars on nous l'a confirmé. Les directeurs d'exploitation ont lu un communiqué de la direction aux salariés." Celui-ci, nous a-t-elle affirmé, faisait bien état de trois collègues infectés, plus des suspicions chez d'autres. "Ça a été un vrai coup de massue."

"Les gens commandent toujours sur Internet"

"Pour faire simple, ajoute Patricia Guénant, sur trois bâtiments, on a un cas par bâtiment, dont celui où je travaille. Je vous assure, je ne suis pas d'un naturel peureux, mais là ça commence à faire beaucoup. On est tous devenus soupçonneux, dès que quelqu'un toussote, on tremble", poursuit la Cégétiste, qui, au passage, ne travaille pas pour le médicament. Mais pour la cosmétique, les parfums... "Les gens commandent toujours sur Internet, donc, oui, on travaille toujours, même si l'activité est très réduite."

Silence radio pour la Direction protégée par la ministre de « travail » !

Ce que confirme le salarié anonyme. Lui aussi remet en cause les propos tenus plus haut par le membre du directoire. Ceux portant sur l'exclusive activité pharmacie, autour du médicament. "Je peux vous assurer qu'il y a toujours chez nous des salariés qui travaillent dans les entrepôts, sur le luxe, la peinture (ce qui reste autorisé par le gouvernement, !)... Il est faux de dire qu'il n'y a que la pharmacie qui tourne. Elle est essentielle, je ne dis pas, mais le reste non. Et si je dis ça, c'est parce que j'ai peur de venir travailler."

Bien sûr la direction ne répond plus dans ces cas là !

DES MASQUES DE PLONGÉE TRANSFORMÉS EN RESPIRATEURS

